

### *Crédit d'impôt à l'emploi—Loi*

Notre industrie reconnaît le besoin de réduire le taux d'inflation, de contrôler le niveau du déficit et de maintenir les taux d'intérêts à des niveaux appropriés pour supporter la valeur de notre devise. Néanmoins, ces taux sans précédent ont un impact anormal sur l'industrie des valeurs immobilières et particulièrement sur le secteur résidentiel. Le développement des valeurs immobilières est de prime importance au bien-être économique du pays, et plus d'emplois dépendent probablement de cette industrie que sur toute autre.

On signale que . . .

En 1976, il y a eu 273,000 mises en chantier de logements neufs au Canada, mais ce chiffre a diminué à 197,000 en 1979. La SCHL a estimé que la demande canadienne pourrait justifier jusqu'à 220,000 constructions en 1980 mais dans les conditions actuelles ce chiffre peut ne pas dépasser 150,000. Les implications générales du chômage sont très sérieuses puisque chaque construction d'habitation crée entre 3 et 4.4 années/hommes d'emploi. Conséquemment, une baisse de 70,000 habitations au-dessous de la possibilité au Canada pourrait résulter en une perte de 200,000 emplois cette année.

Ce ne sont pas des propos que je présente, monsieur l'Orateur, ce n'est pas une observation tout à fait mal fondée que je fais, c'est une société, une association sérieuse qui manifeste des inquiétudes sérieuses également vis-à-vis des taux d'intérêt que nous connaissons, ce qui entraînera une perte énorme dans l'habitation, ce qui touchera des centaines d'industries et ce qui effectivement pourrait avoir comme conséquence l'augmentation du nombre de chômeurs. Je pense au nombre de 200,000.

Je ne pouvais manquer l'occasion de signifier au ministre responsable son obligation de faire des pressions urgentes auprès du conseil des ministres, de forcer son gouvernement à présenter une mesure qui touche d'abord au secteur de l'habitation. C'est clair, et je pense que ceux qui sont en face de nous le sentent également. D'ailleurs, je me souviens, peu de temps après les élections, lors d'un caucus du gouvernement, certains députés, plus bavards les uns que les autres, avaient signifié aux journalistes l'importance de faire une pression sur le Cabinet pour aider les propriétaires qui déjà entrevoyaient la perte de leur maison. Et on sait que le renouvellement des hypothèques constitue une inquiétude épouvantable pour ces propriétaires plus ou moins jeunes. Même les jeunes qui voudraient demain matin devenir propriétaires sont effectivement bloqués à cause de ce taux d'intérêt et de l'absence d'une mesure que le gouvernement se refuse de prendre. Et le ministre ne s'en fait pas pour autant. Il prétend que 35,000 propriétaires pourront peut-être être touchés un peu plus durement, et malgré tout cela il a confiance qu'il réussira à s'en tirer.

Il est clair que le gouvernement refuse une aide essentielle et urgente actuellement. Et l'on parle d'une mesure qui se voudrait efficace pour diminuer le taux de chômage. C'est impensable, nous allons connaître des mois et des années difficiles si ce gouvernement n'accepte pas de changer la formule qui lui a valu le championnat du chômage depuis les 12 dernières années. C'est inconcevable, c'est inadmissible que ce gouvernement continue à penser qu'en dépensant peut-être un peu plus d'argent dans les programmes sociaux qu'on arrivera à réduire le taux de chômage. Les gens veulent travailler! Et il y en aura qui laisseront entendre que trop de Canadiens sont paresseux. D'ailleurs le premier ministre ne s'est pas gêné pour le dire. C'est faux de le prétendre. Je pense que les Canadiens dans l'ensemble ont plus de fierté que cela et les Canadiens ne demandent que de travailler, et ce n'est pas en se contentant de mesures sociales et d'assurance-chômage que les Canadiens sont plus heureux. C'est faux de prétendre des choses semblables.

● (1610)

Le public attend de véritables propositions, une nouvelle orientation dans notre économie, et le public et les hommes d'affaires attendent après ce gouvernement, après ce budget pour savoir dans quelle direction ce pays va continuer à vivre. C'est important pour les hommes d'affaires, et ils n'hésiteront pas à investir, dans la mesure où ils sauront d'abord qu'ils peuvent investir dans le secteur privé et qu'ils peuvent du même coup aider les Canadiens par leur compétence et par leur savoir-faire. Et je pense que ceux qui dirigent ce pays actuellement pourraient y gagner beaucoup à écouter l'ensemble des hommes d'affaires qui ont fait preuve d'initiative, de progrès, et qui ont réussi des projets fantastiques pour l'ensemble de ce pays. Il semble que les administrateurs du pays, le premier ministre et tout le conseil des ministres auraient à profiter à s'asseoir avec ce genre d'individus pour savoir ce que vont devenir les affaires.

Il n'y a pas un seul de ces membres du Cabinet, monsieur le président, depuis les 12 dernières années, que l'entreprise privée voudrait réclamer, compte tenu de la faillite économique que nous connaissons actuellement. Dans ce domaine, j'ai été un de ceux qui réclamaient souvent la possibilité de s'asseoir à une même table avec les représentants du secteur des affaires, les hommes qui touchent et qui connaissent l'économie au Canada, le ministre des Finances et ses adjoints, et les syndicats également, parce que je pense qu'ils ont une relation directe et un intérêt direct, en tous cas, avec la question que nous débattons aujourd'hui, et avec celle du chômage.

Il est pressant je pense que le gouvernement comprenne que des objectifs à moyen et à long termes soient établis en fonction de l'entreprise privée qui, elle, ne demande pas mieux que de connaître les véritables intentions du gouvernement. Et partant de là, je pense qu'on pourra réussir à décider des investisseurs à investir davantage. Nous aurons toujours besoin de favoriser certains avantages pour que les Canadiens investissent dans nos entreprises, mais non pas de la façon dont le gouvernement s'est fait attendre sur des mesures sur lesquelles on va continuer à répondre jusqu'au 20 mai, monsieur le président. Je le sais, je le sens, bien qu'il y a une priorité plus pressante aujourd'hui qu'écouter encore, monsieur le président, des questions posées aux ministres responsables sur des questions posées par les ministres du Québec. Cela n'a aucun sens lorsque nous avons à régler ici à Ottawa.

S'il y a des députés qui s'inquiètent, monsieur le président, de la perte de confiance d'un certain nombre de Canadiens ou d'un certain nombre de Québécois à l'égard du système fédéral, c'est que les gens responsables à l'époque ont perdu cette confiance ici à cette Chambre des communes. Ils devront la regagner ici en cette Chambre des communes par la présentation de mesures constructives et positives, et le ministre de la Main-d'œuvre a une lourde tâche d'ici les prochains mois et les prochaines années. La mesure qu'il préconise est acceptable bien sûr, mais l'absence de propositions qui se font attendre depuis déjà trois semaines est de nature à décourager les Canadiens, et n'est pas de nature en tous cas à nous encourager, nous de ce côté-ci qui avons, j'en suis convaincu, réussi à donner une orientation et un certain optimisme aux Canadiens.